

**IDEES & DEBATS**

Et si l'école passait vraiment au numérique

ÉDUCATION // Pour assurer une continuité pédagogique malgré la reprise épidémique, l'Education nationale va devoir généraliser l'usage des outils numériques, en évitant de nombreux écueils.

Frank Niedercorn

[@FNiedercorn](#)

Si le spectre de la pandémie plane sur la rentrée scolaire, c'est pourtant le numérique qui est désormais au centre des réflexions pour l'école. « *Je ne suis pas très geek et je n'ai pas d'écran dans ma classe de CP. Pourtant, dès le début du confinement, je me suis aperçue que les outils numériques offraient des possibilités intéressantes pour assurer la continuité pédagogique* », explique Sylvie, professeure des écoles dans le 15^e arrondissement de Paris. L'enseignement du premier degré reste pourtant le parent pauvre du numérique. « *La période a montré une grande disparité des pratiques mais a aussi révélé l'absence de vraie politique publique. La plateforme apps.education.fr, qui met à disposition des applications logicielles, est technocentrée quand les Québécois ont, par exemple, mis en avant des usages, une batterie de petites ressources, un accompagnement* », analyse Laurent Jeannin, maître de conférences à Cergy Paris Université.

Les enseignants ont pu utiliser des outils recommandés par l'Education nationale comme Ma classe à la maison, un logiciel de visioconférence proposé par le CNED. En revanche, les ENT (environnement numérique de travail), qui permettent de communiquer avec les élèves du secondaire, de déposer des ressources pédagogiques ou des devoirs, sont quasi absents du primaire.

Dans les écoles, on en reste souvent au carnet de correspondance. Avec quelques exceptions, comme le « cybercarnet » à Paris, son équivalent à Lyon Métropole ou dans les écoles de la Somme ou d'Epinal, équipées par la mairie depuis la rentrée 2019 du logiciel Beneylu School, un ENT du commerce concurrent de Classroom.

Les Gafam, grands gagnants

Pendant le confinement, certains enseignants ont innové en développant leur blog, en publiant d'astucieuses pastilles vidéo ou en utilisant un « Padlet », sorte de mur collaboratif qui permet de partager des textes, des images ou des enregistrements audio. « *On a vécu une expérience inédite, massive et même inespérée de l'utilisation du numérique. Le recensement de toutes ces pratiques constitue désormais un enjeu majeur* », observe Laurent Jeannin. La plupart des professeurs des écoles se sont en revanche cantonnés à l'utilisation d'outils qu'ils connaissaient : courriel, réseaux sociaux avec des groupes WhatsApp entre enseignants, voire avec les parents, ou encore dépôt de documents sur Google Drive. « *Le monde éducatif n'était pas prêt et les grands gagnants du confinement ont été les Gafam* », dénonce Marie-Christine Levet, qui dirige le fonds EduCapital.

Cet épisode inédit va-t-il faire bouger les lignes et desserrer le carcan de l'Education nationale ? « *Cet épisode a révélé le pouvoir du numérique et, surtout, a montré ce qui était possible dès lors qu'on assouplissait les règles* », analyse Bruno Devauchelle, chercheur au laboratoire Techné de l'université de Poitiers. Dès le mois de juin, Jean-Michel Blanquer a annoncé l'organisation d'états généraux du numérique pour l'éducation, qui vont se tenir dans tous les territoires avant une réunion nationale, à Poitiers, les 4 et 5 novembre. Le gouvernement va aussi annoncer des investissements importants pour tenter de réduire la fracture numérique (voir ci-dessous).

Si le numérique a le vent en poupe, cela ne va pas sans quelques craintes. D'abord, celle de refaire avec le numérique ce qu'on faisait



avant. « On n'a pas vu pendant le confinement émerger d'usages nouveaux », assure Stéphane Simonian, directeur de l'Institut des sciences et pratiques d'éducation et de formation. « Un cours magistral dispensé en visioconférence se contente d'utiliser le canal du numérique, mais n'apporte rien de nouveau d'un point de vue pédagogique », renchérit Philippe Meirieu, qui vient de publier « Ce que l'école peut encore pour la démocratie ». Pour ce spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie, la généralisation du numérique porte aussi en germe le risque d'un virage vers une individualisation forcée : « Rappelons que l'école est un lieu pour "apprendre ensemble". Et le mot "ensemble" est tout aussi important que celui d'"apprendre" ! » Avec l'intelligence artificielle, cette individualisation de l'apprentissage n'a en effet rien d'un mirage.

Le logiciel d'aide à l'apprentissage de la lecture Lalilo est ainsi passé de 4.000 à 45.000 enseignants utilisateurs pendant le confinement. Grâce à son algorithme, il corrige les fautes des enfants. Cédric Cardinal, enseignant et directeur de l'école de la Loge Blanche, utilisateur de Lalilo depuis des années, se veut rassurant : « Un pédagogue se doit de proposer plusieurs approches selon le profil des enfants. Et un très bon logiciel comme Lalilo offre justement une approche supplémentaire. On est très loin de l'apprentissage individualisé surveillé par l'IA, qui est, par exemple, incapable de gérer l'aspect psychologique. »

Le marché des EdTechs

Autre risque, celui de la fascination pour la technologie, prévient Louis Derrac, consultant et formateur indépendant spécialiste de l'éducation et de la culture numérique : « Les EdTechs se fourvoient souvent en vendant du très high-tech, alors que ce qui marche est souvent très low-tech. » On peut aussi craindre d'abandonner ce marché du numérique éducatif aux géants américains. S'il ne pèse pas plus de 80 millions d'euros en France, il représente 900 millions de livres en Grande-Bretagne et 8 milliards de dollars au niveau mondial où la Chine et les États-Unis représentent la moitié, assure Marie-Christine Levet, avant d'ajouter : « Il faut se doter d'une éducation numérique de qualité, sinon on abandonne le secteur aux États-Unis. Songez que Google y dispose d'un "store" »

pour les applis éducatives. » Enfin, on oublie souvent la formation. « Le numérique modifie notre rapport au savoir. L'innovation n'est donc pas d'utiliser un outil mais de faire évoluer notre rapport au savoir. Cela suppose de nouvelles compétences qui passent par la formation des enseignants, non seulement aux outils, mais aussi à leur utilisation pédagogique », insiste Frédéric Pogent, auteur d'une thèse sur le sujet.

Les états généraux seront l'occasion de voir si l'Éducation nationale est prête à se réformer. « J'espère que ces états généraux permettront de recenser toutes les pratiques, institutionnelles ou non, et qu'ils vont permettre à ceux qui sont en dehors du cadre de s'exprimer pour continuer à innover », explique Laurent Jeannin. Certains espèrent voir le numérique servir d'aiguillon pour réformer l'école. « S'il y a un terme à retenir de cette période, c'est celui de "continuité". C'est justement ce que permet le numérique : continuité entre l'école et l'extérieur, à l'intérieur des équipes pédagogiques entre enseignants et élèves. C'est le levier qu'il faudrait actionner pour être cohérent avec la société dans laquelle on vit, qui est justement celle de la continuité », souligne Bruno Devauchelle. ■



30 millions pour réduire la fracture numérique dans l'Aisne et le Val-d'Oise

Durant le confinement, la continuité pédagogique n'a pas été possible partout et « *jamais la notion de fracture numérique n'aura pris une telle ampleur* », reconnaît le ministère de l'Éducation nationale. Une expérimentation de grande ampleur va être menée dès cette rentrée dans les écoles du Val-d'Oise et de l'Aisne. L'ambition, inédite, consiste à favoriser l'éducation « au numérique et par le numérique » en accompagnant à la fois un grand nombre d'élèves, de familles et les enseignants. Ce sont ainsi 15.000 élèves qui vont se voir prêter du matériel, 3.000 classes du primaire qui vont être équipées ainsi que 1.000 professeurs. L'investissement porté par l'État via le Secrétariat général pour l'investissement, pourrait aller jusqu'à 30 millions d'euros. Le dispositif, dont les résultats seront évalués, pourrait être étendu à huit autres territoires.



En chiffres

● **16**

C'est le nombre médian de terminaux à usage individuel (ordinateur fixe, portable ou tablette) présent dans les écoles (hors Ile de France).

● **8,6 élèves ont en moyenne accès à un terminal.**

Un chiffre qui dépend fortement de la taille de l'école. Les écoles à petits effectifs, souvent les plus rurales, étant souvent mieux équipées.

● **10,3 euros par élève et par an.**

C'est l'effort financier moyen pour le numérique dans les communes de moins de 2.000 habitants. Il est de 15,75 euros dans les communes de 2.000 à 9.999 habitants, de 19,65 euros (10.000 à

49.999 habitants) et de 15,49 euros pour les communes de 50.000 habitants et plus.

● **14 % des collectivités** seulement financent un ENT (environnement numérique de travail).

● **37 % des collectivités** déclarent avoir une politique en matière de numérique éducatif.

Source :
Etude « Inventorier le financement du numérique à l'école »
Laboratoire Techné,
octobre 2018).

« Rappelons que l'école est un lieu pour "apprendre ensemble". Et le mot "ensemble" est tout aussi important que celui d'"apprendre" ! »

PHILIPPE MEIRIEU

Spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie



Les états généraux du numérique pour l'éducation se tiendront dans tous les territoires avant une réunion nationale, à Poitiers, les 4 et 5 novembre. L'occasion de voir si l'école est prête à se réformer. *Photo iStock*